



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR

MICHELBACH
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006700207_2025_09_25_TP_Thur_Aspach_Michelbach_VISuivEch
Code AIOT : 0006700207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR implanté GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre d'un suivi de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
- GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006700207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gravière et TP de la Thur exploite une carrière, ainsi que des installations de recyclage de matériaux inertes sur la commune d'Aspach-Michelbach (68700). La carrière a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 03 août 2004 pour une durée de 28 ans.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

Référentiels utilisés:

- Arrêté n°2004-216-26 du 3 août 2004 portant autorisation à la Sté Gravière et Travaux publics de la Thur d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière de sable et gravier à Aspach-le-Haut, au titre du livre V du Code de l'environnement,
- Arrêté du 23 février 2024 portant mise en demeure à la société Gravières et Travaux publics de la Thur de respecter certaines des dispositions applicables aux installations de son site de carrière d'Aspach-Michelbach (68),
- Arrêté du 05 juin 2025 portant mise en demeure à la société Gravières et Travaux publics de la Thur de respecter les prescriptions relatives à la traçabilité de déchets pour ses installations sises à Aspach-Michelbach,
- Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Modification - extension	Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	entrants / sortants	05/06/2025, article 2	
2	Rejets d'eau de procédé	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant s'est remis en conformité vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2024 pour le point relatif aux valeurs limites concernant les matières en suspension dans les rejets d'eau de procédé.

De plus il a été constaté le retour à la conformité vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure du 05 juin 2025, s'agissant des registres assurant la traçabilité entre les terres entrantes et sortantes.

En revanche, il a été constaté des modifications dans les conditions d'exploiter qui n'ont pas été portées à la connaissance de l'autorité préfectorale. Des stockages de matériaux en transit sont réalisés dans deux zones non prévues à cet effet.

Enfin, il a été constaté qu'il n'existe aucun dispositif interdisant l'accès à la nouvelle zone de transit de matériaux.

A ce titre, une mise en demeure est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets entrants / sortants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2025, article 2
Thème(s) : Autre, Registre des terres excavées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>«[...] les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants. Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit. [...].»</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2024, que l'exploitant, s'agissant de son activité de transit, ne disposait pas de traçabilité établie entre les lots de terres entrants et sortants. Dans ce contexte, l'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 05 juin 2025 et notifiée à l'exploitant le 12 juin 2025.</p>

Le 06 septembre 2025, l'exploitant transmet par courriel à l'inspection un tableau sous forme informatique représentant les registres d'entrée et de sortie des lots de terres des installations.

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique le fonctionnement de ce tableau :

Il s'agit d'un tableur qui mentionne dans deux onglets séparés les terres entrantes et sortantes. Pour chaque apport ou sortie, il est précisé l'apporteur ou l'acquéreur, avec les volumes et les adresses de provenance ou de destination.

Afin d'assurer la traçabilité, il est précisé un numéro de lot entrant et un numéro sortant, correspondant à une zone de stockage. Il est possible avec le code lot sortant de connaître la provenance de l'ensemble des terres d'un lot, la traçabilité est donc assurée.

A ce jour les lots sont répartis sur deux zones, avec une troisième attendue à brève échéance, afin de faciliter le suivi. L'exploitant déclare que 6 zones (Z1 à Z6) seront mises en place à échéance printemps 2026.

Les deux zones existantes ont été inspectées. L'organisation des stocks est cohérente par rapport aux éléments documentaires présentés.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rejets d'eau de procédé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau de procédé

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé :

« Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits.

Pendant la durée d'exploitation de la carrière, les eaux de lavage après décantation pourront continuer à être rejetées dans le plan d'eau de la carrière, sous réserve de respecter les dispositions de qualité suivantes :

[...]

- Matières en suspension MES : concentration inférieure à 30 mg/l

[...] »

Constats :

Pour mémoire, au cours de la visite du 29 novembre 2023, il a été constaté le non-respect des valeurs limites d'émission en Matières en Suspension (MES) au niveau des eaux de procédé. En conséquence, l'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 23 février 2024.

Lors de la visite de suivi des échéances du 05 novembre 2024, il a été présenté par l'exploitant des résultats incomplets et inexploitable, ne permettant pas de statuer sur le retour à la conformité de cette prescription.

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les derniers résultats des mesures des rejets d'eaux industrielles du site. Le rapport est daté du 03 juillet 2025, (prélèvement le même jour). Ce compte rendu présente une valeur de MES de 21 mg/L. la VLE de 30 mg/L est donc respectée.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Modification - extension

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 7
Thème(s) : Autre, Modification - extension
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant la réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la compréhension du constat n°1 sur les zones dévolues à l'entreposage des terres entrantes et sortantes du site, l'Inspection s'est déplacée sur deux zones :</p> <p>1 - La zone de réception / stockage des terres provenant de l'extérieur Z3 située à l'extérieur du périmètre ICPE, au nord-ouest des installations :</p> <p>L'exploitant déclare louer cette parcelle à l'extérieur du périmètre par manque de place sur le site historique. La nouvelle parcelle n'est pas close, l'exploitant a placé une ouverture entre l'emprise historique et cette nouvelle parcelle, qui est fermée en dehors des heures de travail.</p> <p>Cette nouvelle zone pour le stockage des terres n'as pas été portée à la connaissance du Préfet avant sa mise en œuvre.</p> <p>2 - La zone de stockage de terres issues de l'extérieur Z1, située à l'est des installations, et au nord du plan d'eau, dans la bande de protection des 10 mètres :</p> <p>Dans le dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter ayant donnée lieu à l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2014, les zones prévues pour stocker les produits en transit ne comprenaient pas cet endroit.</p> <p>De plus, il est constaté que cette zone de stockage est peu propice à cet usage, en effet le stock est proche du plan d'eau, sans merlon de protection, et la question de la stabilité de la berge se pose.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant ne respecte pas la présente prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant, dépose un dossier de porter à connaissance afin de régulariser le périmètre de l'emprise du site et la position des zones de stockage. Il comportera notamment le</p>

justificatif de conformité aux prescriptions générales applicables (arrêté du 26 novembre 2012). Pour la zone Z1 située au droit du plan d'eau, si celle-ci est pérennisée, il convient que l'exploitant démontre la stabilité de la zone de stockage et des berges du plan d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations
Constats : Il est constaté que la zone de transit des matériaux située au nord-ouest des installations ne dispose d'aucune clôture, ni équivalent. En effet, cette zone est totalement accessible au public, et donne l'accès à l'ensemble des installations du site sans surveillance particulière pendant les heures ouvrables. Dans ces conditions, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant interdise l'accès à l'ensemble des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois